

Résolution : Pas d'émancipation universelle sans socialisme.

Longtemps, nous avons cru le progrès scientifique et le progrès social étaient inéluctables, et que l'Histoire ne pouvait être que celle de l'émancipation continue des individus. Or il n'y a là nulle fatalité, mais uniquement la conséquence de combats collectifs et d'action politique.

Plus que jamais, l'émancipation reste un combat que doivent mener les socialistes. Ce n'est pas un combat pour des catégories ou des groupes sociaux précis : nous voulons l'émancipation universelle, nous voulons une société qui donne à chacun la même autonomie.

L'école est, bien entendu, un pilier essentiel de cette lutte pour le progrès social. Elle doit être le cœur d'une société d'égalité, permettre l'accès, transmettre les valeurs républicaines...

L'éducation populaire et un fort tissu d'associations, de clubs, de syndicats permettent d'offrir des cadres collectifs d'action et d'épanouissement pour chacun.

Le travail est également un vecteur d'émancipation. Il peut et doit être un lieu d'épanouissement, de formation, de rencontres et d'évolution.

La science et la technologie doivent permettre, enfin, de libérer l'Homme de certaines contraintes. Que serait la planification familiale sans la pilule et l'avortement ?

Toutefois, aucun de ces moyens n'est vecteur d'émancipation en soi. Ils peuvent également être des outils puissants d'aliénation. L'école produit aussi des « décrocheurs » et de la phobie scolaire. Associations et syndicats souffrent de plus en plus d'une approche consumériste de leurs adhérents. Le travail peut conduire à une usure physique, à l'invalidité, au stress ou à des dépressions graves. Les technologies peuvent être une menace pour nos libertés fondamentales. Ces institutions ne sont donc pas vectrices de progrès en soi.

L'absence de salaires décents ou de maîtrise de certains savoirs fondamentaux comme la lecture et l'écriture précarisent encore plus certains des travailleurs les plus pauvres. Savoir lire et écrire couramment reste, encore aujourd'hui, un enjeu pour trop de personnes, alors que c'est une condition sine qua non à l'émancipation.

Il n'y a pas une marche naturelle vers le progrès. Le politique a un rôle déterminant à jouer, tant par son action locale, que par son rôle d'impulsion national, de législateur et de régulateur. Nous devons sans cesse réinterroger les outils de l'autonomie, les remettre en cause, les encadrer et les réinventer. La tendance naturelle de la société et du marché ne conduit pas naturellement à plus d'émancipation : des politiques publiques volontaristes et innovantes sont indispensables pour que le progrès s'applique à tous et pour rester dans une démarche d'émancipation universelle. C'est là la mission historique des socialistes.